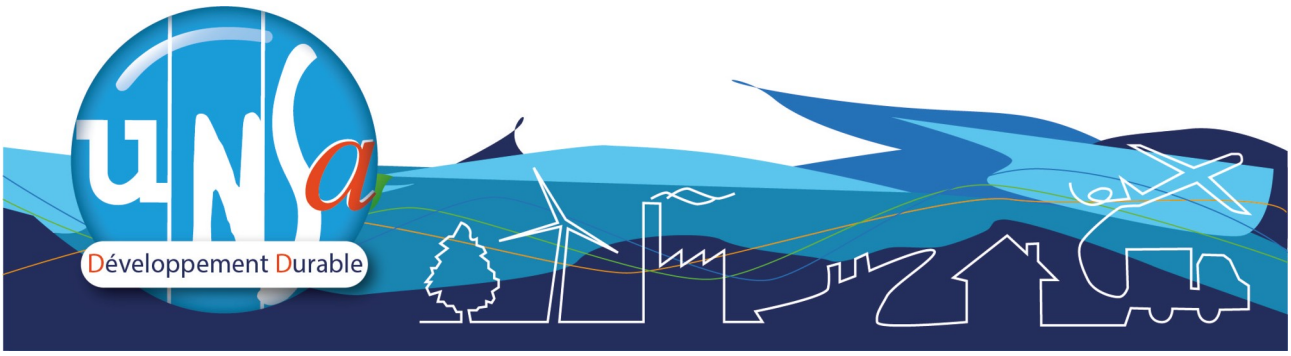


Déclaration de l'UNSA Développement Durable

Comité social d'administration ministériel du 12 novembre 2026

Point 5 : Prolongation de l'expérimentation ministérielle relative à la mobilité en 2027

L'UNSA, engagée de longue date sur la question de la mobilité, salue la volonté de rénovation des lignes de gestion, mais rappelle que la réussite de tout dispositif dépend de son appropriation par les agents, de son accompagnement humain et de sa transparence.

La création d'un fil mensuel unique pour la publication des offres, la simplification des processus et l'harmonisation des durées des postes en Outre-mer constituent des avancées. Toutefois, le retour d'expérience est incomplet : l'absence de dialogue en raison du report des COSUI et des élections professionnelles limite la prise en compte de la parole des agents.

Pour l'UNSA, la mobilité ne doit pas être une source d'incertitude ou de fragilité, mais un levier de développement professionnel sécurisé, équitable et choisi. Selon nos principes, chaque agent doit pouvoir bénéficier :

- d'un accompagnement personnalisé lors des mobilités,
- d'une information complète sur les postes et leurs conditions d'exercice,
- d'un accès équitable aux dispositifs, quel que soit le territoire et la catégorie,
- d'un suivi effectif de son parcours : impact des mobilités sur les carrières et la qualité de vie au travail.

l'UNSA demande que la prolongation de l'expérimentation en 2027 soit clairement encadrée et s'appuie :

- Sur une feuille de route et un calendrier précis de concertation, incluant systématiquement les résultats des enquêtes de satisfaction ;
- Par une restitution rigoureuse des indicateurs, notamment sur la satisfaction des agents concernés ;
- Sur des garanties quant à la lisibilité et l'accessibilité des dispositifs à TOUS les agents ;
- Sur une attention particulière aux conséquences de la réforme sur le pouvoir d'achat et les conditions de travail, dans un contexte où la logique budgétaire continue d'impacter les effectifs et les moyens.

L’UNSA réaffirme que seule une mobilité accompagnée, transparente et juste, permettra à chacun de trouver sa place au sein de nos ministères.

Nous serons vigilants pour que le prochain COSUI, reprogrammé en début d’année, apporte des réponses concrètes sur les modalités de poursuite et l’avenir de ce dispositif rénové.

L’UNSA souhaite activement contribuer à la finalisation des LDG rénovées en 2027, dans l’intérêt de tous.